



RENCONTRE AVEC... PHILIPPE DURET, DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION TAMA

Tama, nouvellement intégrée au Groupe SOS, intervient dans les champs de la protection de l'enfance, l'insertion sociale et professionnelle, l'aide à la personne et l'animation socioculturelle.

Tama est situé à Mayotte. Quelques mots sur cette collectivité d'outre-mer française ?

Mayotte fait partie de l'archipel des Comores, au nord-ouest de Madagascar, dans l'océan Indien. En 2011, l'île deviendra le 101^e département français, sûrement le dernier. Mayotte compte 200 000 habitants et toutes les caractéristiques d'un pays en voie de développement : fort taux d'illettrisme, natalité galopante, accès aux soins limité, une immigration clandestine génératrice d'exclusion, de travail forcé, de prostitution, de mineurs isolés, de délinquance... Un certain nombre de défis à relever ! Mais Mayotte a une grande capacité de développement. A titre d'exemple, la télévision n'est arrivée qu'en 1991. Quand je me suis installé sur l'île, en 2000, certains villages n'étaient pas électrifiés et il n'y avait ni Sécurité sociale, ni état civil, ni cadastre, ni établissements sociaux. La maternité ressemblait à celle de Calcutta... En dix ans, Mayotte a gagné trente ans ! Cette mutation rapide engendre une perte de repère généralisée. La mission de Tama consiste donc à répondre à cet enjeu de société.

Comment l'association a-t-elle vu le jour ?

A l'époque, j'étais chef du service Tama, au sein de l'association Hodina. J'intervenais à la prison en tant que conseiller en insertion. J'étais aussi éducateur de rue dans un atelier de réinsertion qui réparait des mobylettes et des scooters dans la zone

de Kawéni, la plus difficile à l'époque. Mais je souhaitais qu'on se développe car les besoins étaient criants : incapacité de proposer quoi que ce soit aux jeunes qui sortaient de prison, faute d'éducateur PJJ (protection judiciaire de la jeunesse), aucun dispositif pour les personnes handicapées, etc. En 2002, j'ai rencontré un jeune avocat, Thani Mohammed, à qui je fais part de cette envie de répondre à de nouveaux besoins sociaux. Ensemble, nous créons notre propre association à partir du service dont j'avais la responsabilité, Tama. Nous en avons conservé le nom, car Tama signifie espoir en mahorais, une des deux principales langues indigènes parlées à Mayotte.

Quelles ont été vos premières actions ?

Nous avons beaucoup développé les actions en prison et créé un centre de formation pour les mineurs sous mains de justice où une vingtaine de jeunes viennent se former aux métiers d'agent d'espaces verts et agent technique d'entretien pour les bâtiments d'une collectivité.

Par la suite, comment s'est développé Tama ?

Aujourd'hui, Tama compte 84 salariés, alors qu'en 2003 nous n'étions que sept. Nous nous sommes développés en fonction des besoins constatés sur le terrain et de ce que l'Etat et les collectivités étaient en capacité de financer.

Nous avons ainsi créé un centre pour mineurs protégés qui ac- ...

- cueille 24 jeunes sous protection judiciaire ou administrative. Autre création: un centre de réinsertion et de réadaptation par le travail pour les sortants de prison et les prisonniers à six mois de la fin de peine. Durant six à dix-huit mois, ils travaillent dans un domaine avicole et une pépinière avec pour objectif la réinsertion sociale et professionnelle. Un pôle social, composé de six dispositifs aux missions variées, œuvre pour la protection de l'enfance et le soutien aux personnes fragilisées. Une attention particulière a été portée sur le sort des victimes. Des services sociaux ont donc été mis en place dans les commissariats et les gendarmeries. Autre problématique à laquelle nous avons fait face: les mineurs isolés. Bien souvent, avec les reconduites à la frontière,

“ Nous allons nous développer pour répondre aux nouveaux enjeux sociaux de Mayotte. Avec un effort particulier sur le recrutement ”



de nombreux mineurs se retrouvent sur le territoire sans tuteurs légaux, sans cadre éducatif. Ils vivent alors dans une grande misère et basculent parfois dans la délinquance. Nous luttons également contre l'illettrisme avec "L'école des parents" pour les mères qui veulent être un peu plus associées à la scolarité de leurs enfants. Il y a aussi "Oasis Tama", un centre d'animation qui s'occupe des enfants, notamment en organisant des vacances. Et le dernier né, "Dago Tama", accueille sept mineurs sous ordonnance 45, donc condamnés au pénal, au sein d'un centre éducatif. Ce n'est ni un centre d'éducation fermé, ni un centre d'éducation renforcé, ni un foyer classique... C'est un lieu de vie et d'éducation.

Quels sont vos projets pour le futur ?

Le grand chantier demeure la mise aux normes de nos services afin qu'ils soient en phase avec la départementalisation et la loi du 2 janvier 2002, qui régit le secteur du social. Certaines de nos structures sont déjà engagées dans la procédure d'obtention des statuts d'AEMO (aide éducative en milieu ouvert), de CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion par le travail), d'ITEP (institut thérapeutique éducatif et pédagogique), etc.

Une "Maison des adolescents" s'apprête à ouvrir pour s'occuper des jeunes en errance et surtout traiter, en partenariat avec le centre hospitalier et le centre de santé mentale, les violences sexuelles, physiques ou psychologiques.

Nous souhaitons aussi travailler en partenariat avec les Comores pour favoriser le développement local afin de permettre aux familles d'élever décemment leurs enfants plutôt que de venir à Mayotte.

De manière générale, nous allons continuer à nous développer pour répondre aux nouveaux enjeux sociaux de Mayotte. Cela s'accompagnera d'un effort particulier sur le recrutement. Chefs de service, éducateurs spécialisés, assistants sociaux... Nos besoins sont importants. Pour les personnes intéressées, nous proposons de vraies opportunités !

Pourquoi avez-vous souhaité rejoindre le Groupe SOS ?

L'intégration au Groupe SOS permet avant tout de se doter de moyens d'ingénierie non négligeables. Qui plus est, le groupe a une philosophie qui change un peu de ce qu'on a l'habitude de voir dans le social et le médico-social : ce n'est pas teinté de religion, ils n'ont pas hésité à explorer de nouveaux champs comme le commerce équitable, et on y encourage vivement le développement. L'état d'esprit est : "Faites des projets ! S'ils sont bons, novateurs, et répondent à un réel besoin : on vous suivra". Ça nous a séduits, on vous a suivis.